

Appel aux États-membres des Nations unies :

Une proposition pour la paix et le développement en Asie du Sud-Ouest

Helga Zepp-LaRouche, le 17 mai 2026.

Fondatrice de l'Institut Schiller et rédactrice en chef de l'EIR.

Le 26 mai, la Chine, exerçant sa qualité de présidence tournante du Conseil de sécurité des Nations Unies, convoquera une réunion sur le thème « Défendre les buts et principes de la Charte des Nations Unies et renforcer le système international centré sur l'ONU ».

Cette réunion se tiendra à un moment charnière de l'histoire, où l'humanité peut choisir entre deux voies radicalement différentes. La guerre non provoquée et d'agression menée contre l'Iran, et ses conséquences, ont plongé le Moyen-Orient dans une impasse et font craindre une escalade potentiellement fatale vers une dépression économique mondiale, voire une guerre nucléaire mondiale.

Parallèlement, les rencontres entre le président Xi Jinping et le président Donald Trump à Beijing ont ouvert la voie à une coopération inédite entre les deux plus grandes économies mondiales, offrant ainsi l'opportunité de mettre en œuvre une politique radicalement différente de celle qui a engendré la crise actuelle. Il s'agit donc d'un moment historique crucial qu'on n'a pas le droit de manquer.

Cette politique a été examinée en profondeur lors de la récente table ronde d'urgence de l'*Executive Intelligence Review* (EIR), le 15 mai, intitulée « La guerre contre l'Iran et la 'désintégration contrôlée' de l'économie mondiale ». Y ont pris la parole l'ancien Premier ministre turc **S.E. Ahmet Davutoğlu**, l'ambassadeur d'Iran au Mexique **S.E. Abolfazl Pasandideh**, l'ancien rapporteur spécial

des Nations Unies pour la Palestine **Richard Falk**, et d'autres personnalités.

M. Davutoğlu a insisté sur le fait que des négociations bilatérales entre les États-Unis et l'Iran ne suffisent plus à résoudre la crise régionale. Selon lui seul un cadre régional global peut instaurer une paix durable. Il a présenté sa proposition récente, articulée autour de quatre enjeux convergents, vis-à-vis desquels « *tout progrès sur un front est improbable sans une action simultanée sur les autres* ».

1. Le détroit d'Ormuz : Former, sous le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, une mission navale constituée d'intermédiaires de confiance tels que la Turquie, le Pakistan, la Malaisie et l'Indonésie, pour administrer [provisoirement] le détroit.

2. Accords nucléaires : Établir un nouvel accord en vertu duquel l'Iran déposerait son uranium enrichi [de qualité militaire] en Turquie en échange de combustible à usage civil. Cela réaffirmerait l'engagement iranien à ne pas se doter de l'arme nucléaire et verrait son droit à l'énergie nucléaire pacifique formellement reconnu par les États-Unis. À terme, la région progresserait vers un système exempt d'armes nucléaires, « *y compris celles détenues par Israël* ». (Il convient de noter que ce principe a servi de base à l'Accord de Téhéran de 2010, négocié avec l'aide de M. Davutoğlu, du Brésil et de l'AIEA, et rejeté par le président Obama à l'époque. Le président brésilien Lula a d'ailleurs remis une copie de cet accord au

président Trump lors de sa visite à Washington le 7 mai dernier.)

3. Architecture de sécurité régionale : Une structure à plusieurs niveaux de renforcement de la confiance et de la sécurité régionale serait mise en place, évoluant vers « un équivalent moyen-oriental des accords d'Helsinki de 1975 ».

4. Palestine : Israël se verrait proposer une intégration dans cet architecture régionale – normalisation diplomatique complète et garanties formelles – en échange de la reconnaissance de l'État palestinien et de la fin des opérations militaires au Liban.

Helga Zepp-LaRouche, fondatrice de l'Institut Schiller et rédactrice-en-chef de l'hebdomadaire EIR, a ouvert la table ronde en proposant une refonte complète de la politique pour l'Asie du Sud-Ouest.

Elle a suggéré que les nations de toute la région, de l'Inde à la Méditerranée, du Caucase au golfe Persique, adoptent une politique commune de « *Paix par le développement* » :

Un « *Plan d'oasis élargi* » intégré, combinant un programme de lutte contre la désertification en Asie du Sud-Ouest, inspiré de la transformation du Xinjiang et du verdissement des déserts du nord-ouest de la Chine, avec le développement de corridors de développement à travers la région.

Comme au temps de l'ancienne Route de la Soie, le Moyen-Orient pourrait redevenir un carrefour reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe, offrant un avenir prometteur à tous les pays aujourd'hui plongés dans la crise humanitaire et la pauvreté suite aux interventions militaires.

Lorsque Zepp-LaRouche a proposé d'ajouter le Plan Oasis élargi à la proposition présentée par M. Davutoğlu, qui est en fait très similaire à l'Accord de Téhéran de 2010 signé par la Turquie, le Brésil et l'Iran, ce dernier a répondu : « *Je suis entièrement d'accord. La meilleure voie vers la paix est l'interdépendance économique. Il n'y a pas d'autre solution. On peut signer des plans de paix, faire de nombreuses déclarations, mais la meilleure voie vers la paix reste l'interdépendance économique. Dès lors qu'il y a interdépendance économique, personne ne déclenchera de guerre. L'interdépendance économique est donc synonyme de développement.* »

M. Davutoğlu a ajouté que la meilleure réponse à cette guerre est de créer un sentiment d' « *appartenance régionale, de soutien mutuel. Je partage pleinement votre avis ; et nous pouvons joindre ces propositions : un cadre de solution géopolitique ainsi qu'un projet de développement visionnaire.* »

Les participants à la Table ronde EIR sont donc convenus de transmettre cette proposition commune aux gouvernements convoquant la session extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU le 26 mai, en leur demandant de la prendre en compte lors de cette réunion. Si la Charte des Nations Unies doit être respectée, l'ONU a néanmoins un besoin urgent de réforme, qui garantirait à la Majorité mondiale une représentation proportionnelle. Cette réforme doit notamment prévoir la mise en place d'une nouvelle architecture de sécurité et de développement, qui prenne en compte les intérêts de chaque pays de la planète. La combinaison de la proposition de M. Davutoğlu et du plan Oasis élargi peut constituer un élément indispensable d'une telle architecture nouvelle.

Tous les participants à la table ronde de EIR se tiennent prêts à apporter leur concours en tant que de besoins.